S. E. M. Khaled KAGIGI, Ambassadeur libyen à Paris : « La Libye foisonne d'opportunités pour les entreprises françaises ! »

27 octobre 2023

S. E. M. Khaled KAGIGI, Ambassadeur de la Libye à Paris, durant son exposé u petit-déjeuner-débat organisé oar la CCFA, à Paris le 25 octobre 2023. © AM/APP

L'Ambassadeur de Libye à Paris était ce 25 octobre l'invité d'honneur de la Chambre de Commerce Franco-Arabe (CCFA) et de son Président Vincent REINA, pour un déjeuner-débat au cours duquel S. E. M. Khaled KAGIGI a détaillé les nombreux secteurs pour lesquels la Lybie recherche des partenaires français et internationaux afin de reconstruire le pays.

par Alfred MIGNOT, AfricaPresse.Paris (APP)
@alfredmignot | @africa_presse

Après que dans son propos liminaire, le Président Vincent REINA eut rappelé brièvement les fondamentaux de l'économie libyenne, S. E M. Khaled KAGIGI s'est attaché pendant près d'une heure à exposer en détail, au public averti invité par la CCFA, les nombreuses opportunités qu'offre la Libye en train de se reconstruire, avec un fil conducteur clairement affiché : *« It is high time for French companies to do business in Libya ! »*.

Il est temps en effet de se remobiliser, car si la France était le troisième partenaire commercial de la Libye en 2010, avec 9,7 % du commerce international libyen, elle ne se situait plus qu'à la huitième place en 2022, avec seulement 3 %. Aussi, alors qu'elle détenait le troisième stock d'investissements directs étrangers en Libye en 2011, avec 414 millions d'euros, ses stocks d'IDE étaient réduits en 2022 à 254 M€.

Réduire l'excessive dépendance aux importations agricoles

Parmi les secteurs prometteurs qui pourraient permettre de regagner des parts de marché, l'agriculture présente un potentiel considérable. Après les hydrocarbures (60 % du PIB, 95 % des exportations), le secteur agricole libyen représente la deuxième plus grande activité du pays mais reste modeste (4,1 % du PIB et 16,4 % de la population active). La production agricole est en effet entravée par le manque de terres arables, ce qui nécessite l'importation d'une grande partie des produits alimentaires (80 % du blé).
Cependant, il y a une opportunité significative pour les entreprises françaises de contribuer à l'amélioration de la production agricole en Libye, notamment pour les produits laitiers, dont la consommation est en croissance continue, alimentée par les importations. « Des usines publiques sont prêtes à être exploitées en partenariat avec le secteur privé (PPP) pour améliorer l'efficacité et la productivité de la production laitière locale », souligne l'ambassadeur.

Le Président de la CCFA, Vincent REINA, durant son propos liminaire. Au premier rang de l'assistance, on reconnaît notamment S. E. M. Fahad Al Ruwaily, Ambassadeur de l'Arabie saoudite. © AM/APP

D'autres activités, comme la pêche ou la production d'huile d'olive offrent également des opportunités. Malgré la richesse de ses eaux en poissons exportables (par exemple le thon et les sardines), les faibles investissements dans les bateaux de pêche, les ports et les installations de transformation constituent aujourd'hui des obstacles majeurs à la croissance du secteur, qui ne contribue qu'à 2 % au PIB agricole total et emploie environ 1 % de la main-d'œuvre. Cependant, le Centre libyen de promotion des exportations a identifié le secteur de la pêche comme étant à fort potentiel de développement.
Idem pour l'huile d'olive libyenne, dont la production pourrait croître grâce à l'irrigation. Elle est actuellement exportée vers la Tunisie, où elle est mélangée à de l'huile locale et exportée vers l'Europe sous le nom d'huile tunisienne, perdant au passage la prime d'exportation – que des entreprises françaises co-productrices lui permettraient de récupérer en exportant directement son huile d'olive vers l'Europe.

Les immenses besoins du secteur de la santé

Le secteur de la santé est considérablement sous-développé : il n'existe en Libye qu'une centaine de petites cliniques, pour une offre totale de 2 000 lits.
La Libye est ainsi en grand besoin d'investissements pour construire de nouveaux hôpitaux et laboratoires, pour produire localement des médicaments et des équipements médicaux. Beaucoup de structures y sont désireuses d'engager des partenariats avec des entreprises internationales.
En outre, la réactivation en PPP des usines publiques de médicaments Maya et Rabta, fermées depuis plus d'une décennie, offrirait une opportunité unique pour la production de médicaments destinés au marché africain, tout en permettant à la Libye de réduire sa dépendance aux importations et de renforcer sa production locale.

Une vue des participants à la rencontre CCFA du 25 octobre 2023. © AM/APP

Le formidable atout de l'énergie solaire

L'énergie solaire est un autre atout de la Libye : le taux de rayonnement solaire y atteint 5 à 7 kilowatts par jour et par mètre carré, le pays bénéficie de 3 000 à 3 500 heures de soleil par an, et chaque kilomètre de terrain produit une énergie équivalente à 1,5 millions de barils de pétrole brut. Aussi, certains experts prédisent que le pays pourrait produire encore plus d'énergie à partir du soleil qu'à partir du pétrole, et qu'à terme la Libye pourrait potentiellement fournir 12 000 mégawatts d'électricité à l'Europe.

Incitations fiscales et exonérations pour les investisseurs étrangers

Enfin, la Libye encourage aussi fortement les investissements étrangers dans de nombreux autres secteurs, notamment la construction, le tourisme, l'éducation, etc. Les investisseurs étrangers sont les bienvenus et bénéficient d'incitations fiscales et d'avantages en vertu de la loi n° 9 de 2010 sur les investissements étrangers, qui peuvent créer des entreprises dans tous les principaux secteurs industriels autres que le pétrole et le gaz. Le projet d'investissement peut être entièrement contrôlé par

l'investisseur étranger, à condition que l'investissement dépasse 5 millions de LYD (environ 970 K€). De nombreuses incitations et exonérations fiscales sont destinées aux investisseurs étrangers, dont notamment l'exonération d'impôt pendant cinq ans.

En conclusion, la Libye, désormais décidée à diversifier son économie et à s'ouvrir largement au secteur privé, offre un terrain fertile aux entreprises françaises désireuses de participer à la reconstruction et au développement du pays. « Les opportunités abondent dans nombre de secteurs, et les entreprises qui investissent en Libye peuvent non seulement réaliser des bénéfices substantiels, mais aussi contribuer à la croissance et au bien-être de la nation libyenne », conclut Son Excellence Khaled KAGIGI.

Le Sommet Bancaire Economique Euro-Med 2023

Placé sous le haut patronage du Président Français, Emmanuel Macron, le Sommet économique et bancaire Euro-Med 2023, intitulé «Pour une relation économique euro-méditerranéenne durable», organisé par l'Union des Banques Arabes en partenariat avec la Fédération Bancaire Française (FBF), et en collaboration avec la Fédération Bancaire Européenne (FBE), la Chambre de Commerce Internationale –Paris (CCI) et l'Union pour la Méditerranée (UPM) s'est déroulé le 25 mai 2023 à l'hôtel The Peninsula de Paris. Cet événement annuel qui se tient pour la 6ème fois a Paris a rassemblé de nombreux décideurs économiques et des financiers euro-méditerranéens, des ministres ainsi que des diplomates qui ont discuté des sujets et des enjeux communs. L'objectif était de constituer une feuille de route pour que les pays de la région établissent des relations durables et constructives.

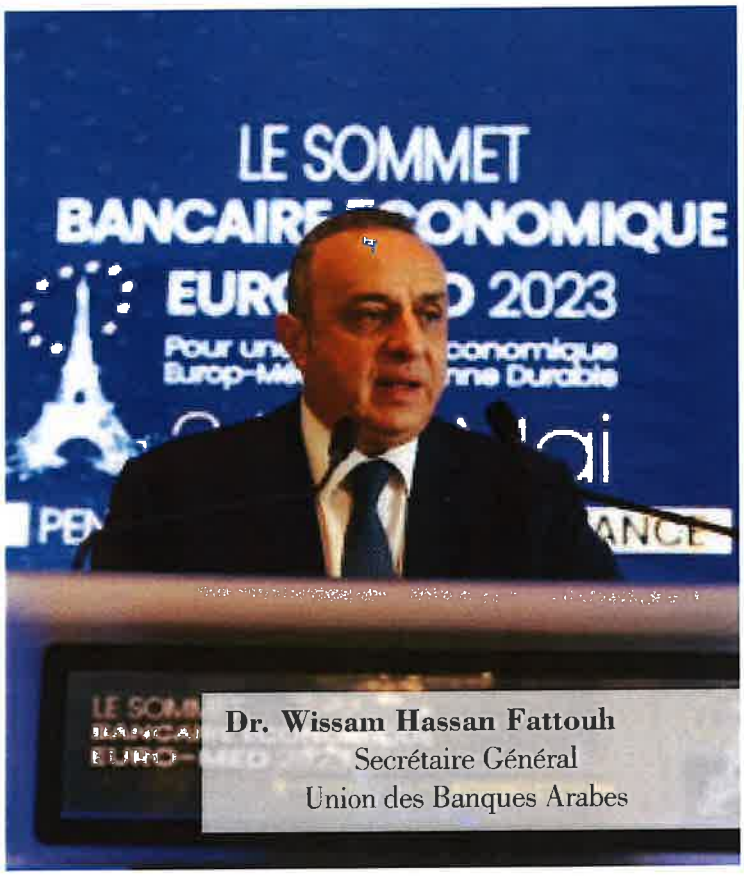
Quinze ans auparavant, l'UBA, avec le soutien de ses partenaires privilégiés, a lancé le dialogue Euro-méditerranéen économique et financier, et ce par l'organisation annuellement de sommets regroupant la communauté économique et financière des deux rives de la Méditerranée sur des sujets d'actualités. L'Edition de cette année se tient pour la sixième fois à Paris sous le thème : Sommet Economique et Bancaire Euro-Méditerranéen 2023 :«Pour une relation économique Euro-Méditerranéenne durable». Ce dialogue est considéré aujourd'hui comme une véritable plateforme pour la promotion de la consolidation de la coopération et des relations Arabo-Européennes dans les domaines économiques et financiers. En effet ce dialogue a pu réaliser l'un de ses objectifs à savoir le rapprochement entre les acteurs internationaux impliqués et concernés par ce débat, et l'établissement de liens entre eux de manière plus étroite et constructive.

Rapport

Le Sommet Bancaire Economique Euro-Med 2023

Cérémonie de remise des Prix

Le Banquier Arabe 2023



Dr. Wissam Hassan Fattouh
Secrétaire Général
Union des Banques Arabes

La cérémonie d'ouverture du sommet s'est conclue en honorant Son Excellence Cheikh Abdullah bin Sulaiman Al-Rajhi, président du conseil d›administration d'Al-Rajhi Bank au Royaume d'Arabie saoudite, avec le prix « le Banquier Arabe de l'année 2023 ».

A cette occasion, **Dr. Wissam Fattouh**, Secrétaire Général de l'Union des Banques Arabes, a souligné que ce prix annuel est une occasion importante d'honorer l'élite des dirigeants - les performants , qui ont contribué à l'avancement de la profession bancaire arabe, et ont réalisé d'importantes achèvements qui ont servi de modèle à suivre pour notre secteur bancaire arabe et le monde, et qui ont eu le mérite d'avoir soutenu les économies nationales.

Dans son discours, **Dr Fattouh** a parlé de la biographie de l'honorable Cheikh Al-Rajhi et de sa prestigieuse carrière pleine de succès, de bienveillance et de brillantes réalisations dans l'histoire de la profession bancaire arabe.

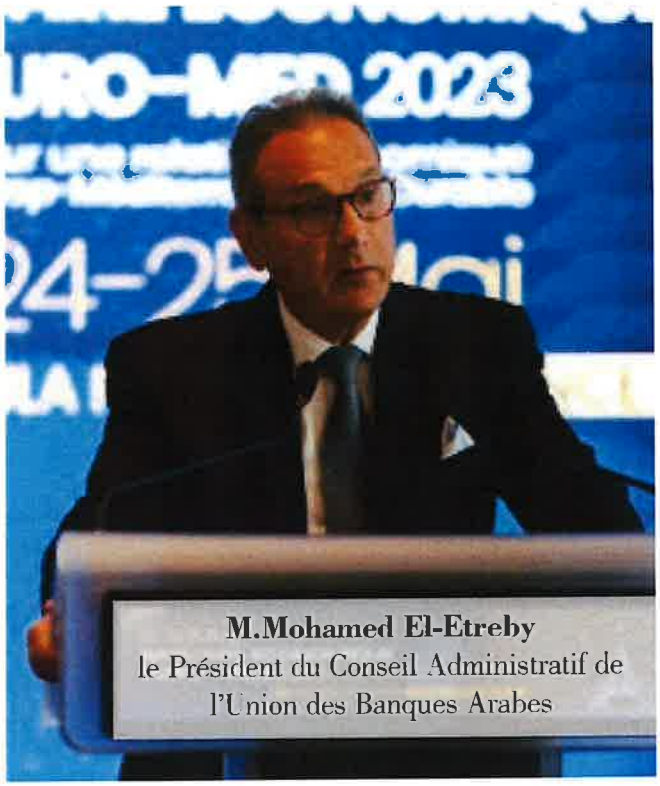
Dr Fattouh a expliqué que le Prix « Le Banquier Arabe pour l'année 2023 », qui est décerné aujourd'hui par le Conseil d'administration de l'Union des Banques Arabes à Son Excellence Cheikh Abdullah Suleiman Al-Rajhi, est un hommage à celui qui a éclairé le secteur bancaire et la profession avec ses idées et ses directives, et une appréciation pour sa carrière honorable et son rôle actif dans le développement de l'industrie bancaire saoudienne en particulier, et arabe en général.

Puis la cérémonie d›honneur a eu lieu, où Cheikh Al-Rajhi a reçu le prix des mains de Son Excellence M. Muhammad EL Etreby en présence de Son Excellence l'Ambassadeur du Custode des Deux Saintes Mosquées auprès de la République de France, M. Fahd Al-Ruwaili, M. Mohsen Faris, vice-président du conseil d'administration, de l'UBA , et **Dr Wissam Fattouh**, le secrétaire général de l'UBA et de nombreux ambassadeurs arabes accrédités en France, ainsi que des dirigeants d›institutions financières, bancaires et diplomatiques représentant 27 pays arabes et les pays européens.

Le Sommet Bancaire Economique Euro-Med 2023

Déroulement de l'évènement

Les Discours d'ouverture du Sommet Bancaire Economique



M.Mohamed El-Etreby
le Président du Conseil Administratif de l'Union des Banques Arabes

« Les objectifs de ce sommet sont de discuter des perspectives des relations économiques euro-méditerranéennes, de promouvoir un développement durable euro-arabe et de renforcer la résilience face au changement climatique, l'instabilité financière et la sécurité alimentaire», a affirmé **M.Mohamed El-Etreby**, le Président du Conseil Administratif de l'Union des Banques Arabes , lors de la cérémonie d'ouverture du sommet. Il a rappelé que les relations euro-arabes, fondées sur des intérêts communs, remontent au XIXe siècle. «[Elles] ont été renforcées par la profondeur et l'influence des pays du Golfe, qui représentent des intérêts économiques, commerciaux, culturels, civilisationnels et sociaux basés sur les interactions des civilisations euro-arabes, qui sont profondément enracinées dans l'histoire de l'humanité. L'Union des Banques Arabes, avec ses partenaires, vise à créer des occasions susceptibles de consolider le dialogue entre les États Européens, les Pays Arabes en Méditerranée et les Nations du Golfe. Nous cherchons à trouver des mécanismes économiques qui fonctionnent dans l'intérêt économique commun et à faire ainsi face aux conséquences des crises mondiales.»

Lors de son discours, **Mme Maya Atig**, directrice générale de la Fédération des banques françaises, a indiqué que les échanges commerciaux de la France avec l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient représentent 20% du commerce extérieur de la France hors Union Européenne. Elle a précisé que ce sommet «examinera tous les enjeux qu'il faudra dépasser, les tensions géopolitiques et internes que créent les nouveaux défis de l'inflation, de l'énergie et de l'alimentation qui, eux, marquent les populations ».

Mme Maya Atig
directrice générale de la Fédération des banques françaises

Rapport

Le Sommet Bancaire Economique Euro-Med 2023

M.Vincent Reina
le Président de la chambre de Commerce Franco Arabe

M.Vincent Reina , le Président de la chambre de Commerce Franco Arabe , lors de son discours d'ouverture , a affirmé que la région euro-méditerranéenne, mais au-delà aussi, les blocs régionaux européens, africains et arabes, sont confrontés aux mêmes défis, aux mêmes urgences. et aspirent aux mêmes solutions.
Cela se fait parfois dans un esprit de concurrence. Il doit impérativement se transformer en un esprit de partenariat, un esprit de co-construction. Car nous avons à apporter, les uns et les autres, nos visions, nos moyens et nos capacités, pour être ainsi plus forts et plus rapides.

Nous devons, nous, en tant qu'organisation, comme en tant qu'entreprises, avoir la capacité à rapprocher et faire converger nos initiatives, pour sécuriser un avenir dans lequel nos destins sont intimement liés.

Dans son discours d'ouverture **S.E.M.Nasser Kamel** , le Secrétaire Général de l'Union pour la Méditerranée a affirmé que Le Sommet intervient à la suite de nombreuses perturbations mondiales profondes et d'une menace croissante du changement climatique. **M.Kamel** a partagé avec les participants quelques réflexions sur la durabilité économique à l'avenir et sur la mesure dans laquelle les banques auraient besoin de mobiliser leurs ressources et de pousser encore plus loin leur créativité afin de rester à l'avant-garde de cette magnifique transition.

S.E.M.Nasser Kamel
le Secrétaire Général de l'Union pour la Méditerranée

M.Ferid Belhaj
le Vice-Président de la Banque mondiale pour la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

M.Ferid Belhaj le Vice-Président de la Banque mondiale pour la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord , a dit dans son discours que le niveau des échanges économiques entre les rives nord et sud de la Méditerranée est relativement faible. Cela est dû à un certain nombre de facteurs, notamment les barrières non tarifaires, les limitations des infrastructures et la mauvaise gouvernance. Les perspectives de croissance mondiale à court et moyen terme devraient rester inférieures à 3 % au cours des cinq prochaines années. Cela pose un défi à la fois aux pays en développement et à la région méditerranéenne.

D'ici 2050, on estime que la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord comptera plus de 300 millions de jeunes à la recherche d›opportunités d›emploi. Ce nombre effarant soulève une question importante : d'où viendront ces emplois? Il est très peu probable que le secteur public puisse générer un nombre d'emplois aussi important. Par conséquent, il est impératif que le secteur privé joue un rôle vital dans la création d'emplois.

Pour y parvenir, il y a plusieurs facteurs cruciaux à considérer. Premièrement, nous devons accorder la priorité à l'investissement dans le capital humain par le biais d'un système éducatif amélioré. Cela rejoint les objectifs du projet sur le capital humain lancé par notre institution lors des réunions annuelles à Bali il y a quelques années. De plus, nous devons améliorer les services de santé, les mesures de protection sociale et nous attaquer à la complexité des conflits régionaux.